

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1992 B 10288
Numéro SIREN : 388 156 499
Nom ou dénomination : SOCIETE D'INDEMNISATIONS REGIONALES DU CREDIT AGRICOLE

Ce dépôt a été enregistré le 04/07/2019 sous le numéro de dépôt 54779

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 04-07-2019

N° DE DEPOT : 054779

N° GESTION : 1992B10288

N° SIREN : 388156499

DENOMINATION : SOCIETE D'INDEMNISATIONS REGIONALES DU CREDIT AGRICOLE

ADRESSE : 8/10 bd de Vaugirard 75724 Paris cedex 15

MILLESIME : 2018



PACIFICA - DOMMAGES

COMPTES SOCIAUX 2018 EN NORMES FRANCAISES

SIRCA

**SOCIÉTÉ D'INDEMNISATIONS
RÉGIONALES DU CRÉDIT AGRICOLE**



Sommaire

INTRODUCTION : BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

I.ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX	7
II.FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	7
1. ACTIVITE DE LA SOCIETE	7
2. AUTRES FAITS MARQUANTS.....	8
III.INFORMATIONS SUR LE CHOIX DES METHODES UTILISEES	9
1. MODES ET METHODES D'EVALUATION.....	9
2. CHANGEMENT DE METHODE OPERE EN 2018.....	9
3. METHODES D'EVALUATION SUR LES POSTES DE BILAN	9
IV.INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT	10
1. PRODUITS D'EXPLOITATION	10
2. CHARGES D'EXPLOITATION.....	10
3. RESULTAT FINANCIER.....	11
V.INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN.....	12
1. BILAN - ACTIF	12
2. BILAN - PASSIF.....	13
VI.AUTRES INFORMATIONS	16
1. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LE PERSONNEL ET LES DIRIGEANTS.....	16
2. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LE DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION	16
3. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	17
4. INFORMATIONS OPERATIONS ENTREPRISES LIEES	17
5. CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI (CICE).....	18

Bilan 2018 Actif

Exercice clos le 31 décembre 2018

(en euros)

	Brut	Amortissement et provisions	31/12/2018	31/12/2017
ACTIF IMMOBILISÉ				
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles :	10 298 407	9 171 872	1 126 535	1 095 398
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	10 298 407	9 171 872	1 126 535	1 095 398
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :	20 582 738	18 455 299	2 127 439	2 523 341
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	20 582 738	18 455 299	2 127 439	2 523 341
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :	21 291 957	0	21 291 957	22 438 559
Participations	10			
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	22 262 000		22 262 000	22 262 000
Autres titres immobilisés	-1 099 008		-1 099 008	47 786
Prêts				
Autres immobilisations financières	128 955		128 955	128 763
TOTAL I	52 173 102	27 627 171	24 545 931	26 057 298
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	35 143		35 143	
Créances :	4 996 944		4 996 944	2 014 548
Créances clients et comptes rattachés	2 455 332		2 455 332	760 932
Autres créances	2 541 612		2 541 612	1 253 616
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement :	42 795 805		42 795 805	20 508 095
Actions propres				
Autres titres	42 795 805		42 795 805	20 508 095
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 573 739		3 573 739	5 983 951
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF :				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	51 401 631		51 401 631	28 506 595
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	103 574 733	27 627 171	75 947 562	54 563 893



Bilan 2018 Passif

Exercice clos le 31 décembre 2018

(en euros)

	31/12/2018	31/12/2017
CAPITAUX PROPRES :		
Capital	7 448	7 448
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :	22	22
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	22	22
Autres		
Report à Nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	44 675	51 783
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	52 145	59 253
AUTRES FONDS PROPRES :		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL I bis		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :		
Provisions pour Risques		
Provisions pour Charges	5 730 981	5 759 599
TOTAL II	5 730 981	5 759 599
DETTE :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 991 898	14 526
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	18 017 830	8 555 588
Dettes fiscales et sociales	36 841 200	33 852 676
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes diverses	2 313 508	6 322 252
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF :		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	70 164 436	48 745 042
Ecart de conversion Passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	75 947 562	54 563 893

Compte de Résultat 2018 - Débit

Exercice clos le 31 décembre 2018

(en euros)

	31/12/2018	31/12/2017
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	28 699 757	26 287 645
Impôts, taxes et versements assimilés	10 958 608	10 159 116
Salaires et traitements	55 214 929	50 083 868
Charges sociales	27 197 344	25 077 732
Dotations aux amortissements sur immobilisations	1 731 997	1 679 288
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges	202 893	673 549
Autres charges	3	2
TOTAL I	124 005 531	113 961 198
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)		
CHARGES FINANCIÈRES :		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 100 815	1 117 734
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	48 574	34 508
TOTAL III	1 149 389	1 152 242
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	-16 720	0
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL IV	-16 720	0
Participations des salariés aux résultats de l'entreprise (V)	1 247 459	1 384 294
Impôts sur les bénéfices (VI)		
TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV+V+VI)	126 385 659	116 497 734
Solde créditeur = bénéfice	44 675	51 783
TOTAL GENERAL	126 430 334	116 549 517

**SIRCA**SOCIÉTÉ D'INDÉMNITATIONS
RÉGIONALES DU CRÉDIT AGRICOLE**Compte de Résultat 2018- Crédit**

Exercice clos le 31 décembre 2018

(en euros)

	31/12/2018	31/12/2017
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens et services	124 959 135	113 147 347
Sous-total A - Montant net du chiffre d'affaires	124 959 135	113 147 347
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	231 510	312 644
Autres produits	0	191 856
Sous-total B	231 510	504 500
TOTAL I (A+B)	125 190 645	113 651 847
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)		
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 175 000	1 175 000
Autres intérêts et produits assimilés	46 576	-25 074
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL III	1 221 576	1 149 926
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion	18 113	0
Sur opérations en capital	0	1 747 744
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL IV	18 113	1 747 744
TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)	126 430 334	116 549 517
Solde débiteur = perte	0	0
TOTAL GENERAL	126 430 334	116 549 517



I. ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

Les comptes annuels de l'exercice sont relatifs à l'exercice 2018, d'une durée de 12 mois, débutant le 1^{er} janvier 2018, et clôturant le 31 décembre 2018.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables définies par le Code du Commerce (article 25 du Décret 83 - 1020 du 29/11/1983).

II. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE

Comme l'an dernier, le nombre de sinistres est nettement orienté à la hausse en 2018. La SIRCA a ainsi ouvert 1.261.597 sinistres, en hausse de 8,9% par rapport à 2017, répartis comme suit :

- Sinistres IARD : 1.011.798 sinistres (80% du total) soit +8,5% vs. 2017
- Sinistres PJ : 232.973 sinistres (18,5% du total) soit +9,6% vs. 2017
- Sinistres AC-MC-FO : 16.826 sinistres (1,3% du total) soit +24,6% vs. 2017

A. SINISTRALITE

La hausse de +8,5% des sinistres IARD et de +24,6% des sinistres récoltes est à relier en partie à une année défavorable sur le plan des événements climatiques.

Ainsi à fin décembre 2018, 72.537 sinistres sont liés à un événement climatique, soit +9% par rapport à fin décembre 2017. L'année 2018 a été caractérisée principalement par des événements de type Inondation-Pluie (47% des sinistres et 47% de la charge nette totale).

- L'évènement **Tempête Eleanor du 02 au 08 janvier 2018** représente **16 155 sinistres**, soit 22% des sinistres de l'ensemble des événements survenus pendant l'année.
- L'évènement **Grêle du 01 au 05 juillet 2018** représente **6 742 sinistres**, soit 9% des sinistres de l'ensemble des événements survenus pendant l'année.
- L'évènement **Inondations-Pluie-Grêle du 09 au 14 juin 2018** représente **7 123 sinistres**, soit 10% des sinistres de l'ensemble des événements survenus pendant l'année.

Pour rappel, 66.531 sinistres liés à des événements climatiques ont été enregistrés en 2017 (avec 42.771 sinistres « Tempêtes » et 7.693 sinistres « grêle »).

Enfin, hors événements tempêtes, le nombre de sinistre 2018 (représentant 94,3% des sinistres totaux) est en hausse de 8,8% par rapport à 2017.



B. RENFORCEMENT DES EFFECTIFS

Pour répondre à l'augmentation des sinistres les effectifs ont continué à être renforcés :

- **En IARD** les ETP moyens progressent de +6,6% soit de manière plus limitée que les sinistres (+8,5%).
- **En PJ**, les recrutements restent cette année encore relativement soutenus avec +24,5 etp moyens en CDI soit une croissance de +9,1% mais qui reste inférieure à celle des sinistres (+9,6%).
- **En récolte**, les ETP moyens augmentent de 15,1% pour faire face au surcroît d'activité (sinistralité en hausse de 24%).

C. SURCHARGE D'ACTIVITE EN UGS

- **En IARD** : L'activité réelle est en décalage par rapport aux prévisions (multiples événements climatiques + déformation de la fréquence + activité commerciale record). Ceci a entraîné la mise en œuvre de dispositifs spécifiques :
 - a. Test brassage des flux IARD pendant 2 mois (février-mars)
 - b. Primes Surcharge pour les collaborateurs IARD
 - c. Mise en place d'une « Summer Team » de 30 intérimaires sur 2 mois
 - d. Recrutement de 30 collaborateurs en septembre pour se remettre à niveau (adéquation activité/collaborateurs)
- **En PJ** : Activité réelle également en décalage avec les prévisions (dérive de la fréquence + activité commerciale soutenue) qui a nécessité un rattrapage d'effectif en cours d'année (avril-mai)

2. AUTRES FAITS MARQUANTS

CICE : compte tenu du principe de transparence fiscale des SNC, le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) bénéficie directement aux associés (banques partenaires). Il s'est élevé en 2018 à 1,96 m€ (2,1 m€ en 2017 - baisse du taux passant de 7% à 6% en 2018).

Transfert de 5 postes de la Logistique de Pacifica vers Sirca au 01/01/2018 entraînant une baisse de la refacturation des salariés Pacifica à Sirca.

Commission de Gestion facturée à Pacifica : suppression en 2018 de la part des appels polluants reçus en UGS concernant les contrats (-0,4 m€). La facturation annuelle s'établit donc désormais à près 1 m€ comprenant la refacturation des appels polluants autres et des déplacements des AT.



III. INFORMATIONS SUR LE CHOIX DES METHODES UTILISEES

1. MODES ET METHODES D'EVALUATION

Les modes et méthodes d'évaluations appliquées aux divers postes du bilan, du compte de résultat et de l'annexe, sont ceux définis dans le plan comptable général.

2. CHANGEMENT DE METHODE OPERE EN 2018

Aucun changement de méthode comptable n'est à signaler sur l'exercice 2018.

3. METHODES D'EVALUATION SUR LES POSTES DE BILAN

L'ensemble des chiffres monétaires est exprimé en milliers d'euros sauf mention explicite.

A. CALCUL DES AMORTISSEMENTS

Les amortissements des diverses immobilisations de la société sont calculés de façon linéaire, en fonction de la durée de vie du bien.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

· Progiciels site central	: 5 ans
· Frais d'établissement	: 5 ans
· Mobilier et matériel	: 10 ans
· Agencements et installations	: 3 ans
· Matériel informatique	: 3 ans
· Logiciel micro-informatique	: 3 ans

A noter qu'à compter des acquisitions effectuées depuis 2016, le mobilier et le matériel de bureau est amorti linéairement sur une durée de 10 ans, contre 5 ans précédemment.

B. PROVISION POUR DEPRECIATION

En cas de perte probable sur un bien immobilisé ou sur une créance certaine, la société constitue une provision pour dépréciation d'actif.



C. EVALUATION DES AUTRES ACTIFS

Les autres actifs représentés par des créances sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. La société procède lors de l'inventaire à une estimation des produits à recevoir de façon certaine. Les titres obligataires et les SICAV monétaires sont inscrits à leur prix d'achat à la date d'acquisition.

IV. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation sont composés :

- du chiffre d'affaires net : celui-ci s'élève à 125 millions d'euros contre 113 millions d'euros en 2017, en augmentation de 10,6% ;
- des reprises sur provisions et amortissements : pour 0,2m€ en 2018.

2. CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation en 2018 ont augmenté de 8,81 % par rapport à 2017, passant de 113,9 millions d'euros à 124 millions d'euros.

L'évolution globale des charges d'exploitation suit la croissance du chiffre d'affaires de Pacifica.

- La hausse du poste « Salaires et Traitements » et « Charges salariales » en 2018 (+10%) s'explique, outre par l'effet des NAO et du parcours de montée en compétence, par la croissance des effectifs en 2018 visant à faire face à la forte hausse d'activité en IARD, en Protection Juridique et en Récoltes, à laquelle s'ajoute la complexité croissante des dossiers .
- La progression du poste impôts et taxes (+8%) s'explique par une augmentation générale du montant des taxes liées au personnel (taxe d'apprentissage et taxe formation professionnelle).
- Les dotations aux amortissements et provisions (hors provisions pour risques et charges) sont en augmentation de 3% par rapport à 2017. Cette augmentation est due essentiellement aux travaux de déménagement de Rennes PJ.
- Les dotations aux provisions pour risques et charges sont en baisse de 70 %.



Les différentes composantes de ces charges et les variations entre 2017 et 2018 sont décrites ci-dessous :

En milliers d'euros	2018	2017	%
Autres Achats et Charges Externes	28 700	26 288	9%
Loyers et Charges Locatives	8 265	6 924	
Frais postaux et de communication	2 743	2 635	
Autres Dépenses	17 691	16 728	
Impôts et Taxes	10 959	10 159	8%
Taxes sur les Salaires	6 189	5 786	
Taxes Professionnelles	1 700	1 491	
Taxes diverses	3 070	2 882	
Salaires et Traitements	55 215	50 084	10%
Masse Salariale	46 482	43 045	
Provision Congés Payés et RTT	236	402	
Intéressement	6 347	5 749	
Autres Dépenses	2 150	888	
Charges Salariales	27 197	25 078	8%
Dotations aux Amortissements et Provisions	1 732	1 679	3%
Amortissements Actifs Corporels	1 188	1 131	
Amortissements Actifs Incorporels	544	549	
Dotations aux Provisions pour risques et charges	203	674	-70%
Autres charges	0	0	
Total des charges d'exploitation	124 006	113 961	9%

3. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est de 0,07 millions d'euros en 2018 contre un résultat négatif en 2017.



V.INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN

1. BILAN - ACTIF

A. MOUVEMENTS SUR ACTIFS CORPORELS, INCORPORELS ET FINANCIERS

1. Actifs corporels et incorporels

<i>(En milliers euros)</i>	31/12/2017	Augmentation 2018	Diminution 2018	31/12/2018
Immobilisations Brutes				
Incorporelles	9 724	575	0	10 298
Corporelles	19 790	792	0	20 583
TOTAL	29 514	1 367	0	30 881
Amortissements				
Incorporels	8 628	544	0	9 172
Corporels	17 267	1 188	0	18 455
TOTAL	25 895	1 732	0	27 627
Immobilisations Nettes				
Incorporelles	1 095	31	0	1 127
Corporelles	2 523	-396	0	2 127
TOTAL	3 619	-365	0	3 254

2. Actifs financiers

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2017	Augmentation 2018	Diminution 2018	31/12/2018
Sicav monétaires	20 508	111 626	89 338	42 796
Titres subordonnés	22 262	0	0	22 262
Dépôts et cautionnements	129	0	0	129



B. ACTIFS CIRCULANTS

L'actif circulant est constitué des éléments ci-dessous :

Etat des creances

(en milliers euros)

	2018			2017
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant Brut
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	2 455	2 455		761
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	152	152		85
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	2 390	2 390		1 169
Charges constatées d'avance				
TOTAL	4 997	4 997		2 015

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

2. BILAN - PASSIF

A. CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2018, le capital de la société de 7.448 euros, est détenu par les 39 Caisses Régionales du Crédit Agricole, par BANQUE CHALUS, par LCL, par CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER SERVICES et par PACIFICA en tant que gérant. Ce capital de 7.448 euros est divisé en 49 parts dont la valeur nominale est de 152€.

Avant affectation du résultat de 44.674,50 euros, les capitaux propres au 31 décembre 2018 ressortent à 52.144,50 euros.

(En euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Capital	7 448	-	-	7 448
Réserves	22	-	-	22
Bénéfice de l'exercice	51 783	44 675	51 783	44 675
Total	59 253	44 675	51 783	52 145

Nous rappelons que les résultats de la Société sont portés au compte courant des associés après décision de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice.



B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)	Montant brut au début de l'exercice 2018	Augmentations: Dotations de l'exercice 2018	Diminutions: Reprises de l'exercice 2018	Montant à la fin de l'exercice 2018
Provisions pour risques et charges				
Provisions indemnités de départ en retraite	0	0	0	0
Provisions médaille du travail	3 324	0	175	3 149
Provisions congés anniversaire	1 986	162	0	2 148
Provisions pour litiges	449	41	56	434
Total	5 760	203	232	5 731

Provisions pour indemnité de fin de carrière

Le calcul des indemnités de fin de carrière est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu :

(salaire Brut des 12 derniers mois / 12) x 20% par année d'ancienneté, plafonné à 6 mois de salaire mensuel.

Le salaire brut est revalorisé à l'âge de la retraite.

Cette provision tient également compte d'un taux de mortalité, de la probabilité de présence du salarié dans l'entreprise lors du départ à la retraite, ainsi que du taux d'actualisation Iboxx Euro Corporate AA, fonction de la durée moyenne de l'engagement.

Provision pour médaille du travail

Le calcul de la provision est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu :

Au salaire brut mensuel à la date d'inventaire sont appliqués le taux de prime de la médaille X par le taux de progression des salaires vu à la date d'attribution de la médaille X par l'espérance de vie jusqu'à l'âge de la médaille X par la probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge d'attribution.

Dates d'attribution des médailles : 20 ans, 30 ans, 35 et 40 ans d'ancienneté professionnelle.

Le taux d'actualisation applicable est Iboxx Euro Corporate AA Iboxx Euro Corporate AA en fonction de la durée moyenne de l'engagement.

Provisions pour congés anniversaires

Le calcul de la provision est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu :

Au salaire mensuel à la date d'inventaire est appliqué le rapport (nombre de jours de congés anniversaire divisé par le nombre de jours ouvrés du mois) X par le taux de progression des salaires vu à la date d'attribution des jours de congés anniversaire X par l'espérance de vie jusqu'à la date d'attribution des jours de congés X par la probabilité de présence dans l'entreprise au moment de l'attribution de ces jours de congés.

Dates d'acquisition des congés : 10 ans, 20 ans, et 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise donnent droit respectivement à 5, 10 et 15 jours de congés.



Provisions pour litiges

La provision comptabilisée à fin 2018 concerne cinq contentieux en cours, relatifs à des litiges avec d'anciens salariés de la Société.

C. DETTES

Les dettes sont constituées des éléments ci-dessous :

Etat des dettes

(en milliers euros)	2018			2017
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant Brut
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit: (1)				
- à un an maximum à l'origine	12 992	12 992		15
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunt et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	18 018	18 018		8 556
Personnel et comptes rattachés	21 292	21 292		19 695
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10 245	10 245		9 440
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	5 304	5 304		4 718
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	2 314	2 314		6 322
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	70 164	70 164		48 745

(1) emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés

• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Ce poste a fortement augmenté entre décembre 2017 et décembre 2018, passant de 0,01M€ à 12,9M€. Il s'agit du compte bancaire lié aux activités du pôle CSP (gestion des fournisseurs SIRCA). En 2017 ce compte n'existait pas.

• Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste a fortement augmenté par rapport à décembre 2017 (+110%). Cette rubrique est essentiellement constituée du poste « Fournisseurs Factures non Parvenues » pour un montant de 17,3M€, constaté au 31 décembre sur la base du budget annuel.

Il faut également souligner que le poste « Fournisseurs » a lui aussi fortement progressé passant de 0,02M€ en 2017 à 0,7M€ en 2018.

Les raisons de ces évolutions s'expliquent par la mise en place début 2018 d'un nouveau process d'externalisation du traitement des factures fournisseurs vers un CSP (centre de Service Partagé). Cette nouvelle organisation a engendrée du retard dans le traitement des factures fournisseurs d'où une progression du montant des engagements en fin d'année.



D. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Crédit agricole SA s'est porté caution sur les baux commerciaux suivants :

- IMEFA 113 (UGS de Rouen)	66 549 €
- UNIDELTA (UGS de Lyon)	40 055 €
- SCI ZENITH TRIDENT (UGS de Clermont Ferrand)	50 025 €
- STE OCDL (UGS de Rennes)	45 118 €
- STE PARCOVAL 2 SAS (UGS de Montpellier)	69 757 €
- SCI PACIFIQUE (UGS d'Orléans)	37 996 €
- TAMAR OFFICE (UGS Poitiers)	70 062 €
- ADIM EST (UGS de Metz)	97 208 €
- SECURINOT (UGS d'Aix IARD)	49 514 €
- SCPI ALLIANZ PIERRE (UGS de Strasbourg)	76 557 €
- FRUCTIREGIONS (UGS de Bordeaux PJ)	79 961 €
- NORIM (UGS Bois Guillaume)	70 823 €
- SCI LES ROSATI (UGS Arras)	25 278 €

VI. AUTRES INFORMATIONS

1. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LE PERSONNEL ET LES DIRIGEANTS

Effectif moyen (y compris contrat à durée déterminée)	2018	2017	2016
Direction	0	0	0
Cadres	390	372	348
Non cadres	1.010	955	911
Total du personnel	1.400	1.327	1.259

2. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LE DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Depuis 2015, les comptes du droit individuel à la formation ont été transférés sur les comptes personnels de formation, désormais géré par la Caisse des Dépôts et Consignations. La société n'est donc plus détentrice de ces informations.



3. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'audit légal des comptes 2018 s'élèvent à 16.375,2 euros TTC. Ceux-ci n'ont toutefois pas été facturés à la Société en 2018.

Seul a été facturé en 2018 le solde des honoraires au titre des travaux relatifs à l'audit légal des comptes 2017, pour un montant de 16.213,46 euros TTC.

4. INFORMATIONS OPERATIONS ENTREPRISES LIEES

(en milliers d'euros)	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan
			2018			2017
TOTAL ACTIF						
Placements et immobilisations (Valeur Nette)	21 163	-	67 342	22 310	-	46 565
Participations	0		0	0		0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	22 262		22 262	22 262		22 262
Autres titres immobilisés	-1 099		-1 099	48		48
Autres titres			42 796			20 508
Autres immobilisations corporelles			2 127			2 523
Autres immobilisations financières			129			129
Autres immobilisations incorporelles			1 127			1 095
Autres Actifs	4 653	-	8 606	5 984	-	7 998
Avances et acomptes versés sur commande			35			
Créances clients et comptes rattachés			2 455			761
Autres créances	1 079		2 390			1 169
Personnel et comptes rattachés			152			85
Disponibilités	3 574		3 574	5 984		5 984
TOTAL	25 816	-	75 948	28 294	-	54 564

(en milliers d'euros)	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan
			2018			2017
TOTAL PASSIF						
Capital			7			7
Réserves réglementées			0			0
résultat			45			52
Provisions pour Charges			5 731			5 760
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 992		12 992	15		15
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	7 355		18 018			8 556
Dettes fiscales et sociales			36 841			33 853
Autres dettes diverses	886		2 314	1 593		6 322
TOTAL	21 233	-	75 948	1 608	-	54 564



5. CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI (CICE)

La 3ème loi de finances rectificative 2012 (n°2012-1510 du 29/12/2012) a instauré un crédit d'impôt, ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Le CICE s'applique à toute entreprise employant des salariés, imposée à l'IS ou à l'IR d'après son bénéfice réel, quel que soit son mode d'exploitation et son secteur d'activité.

Le CICE porte sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés par l'employeur au cours d'une année civile n'excédant pas 2,5 fois le SMIC calculés sur la base de la durée légale du travail, augmentée le cas échéant des heures supplémentaires.

Pour les salariés non employés à temps plein, le montant du SMIC est corrigé en proportion de la durée de travail prévue au contrat. Les rémunérations prises en compte dans l'assiette du CICE sont celles qui servent de base au calcul des cotisations patronales de Sécurité Sociale.

Le taux applicable est de 6 % pour les rémunérations versées en 2018.

Les sociétés de personnes qui ont versé des rémunérations ouvrant droit au CICE ne peuvent utiliser directement ce crédit d'impôt lorsqu'elles n'ont pas opté pour leur assujettissement à l'Impôt sur les Sociétés (CGI, art. 244 quater C-IV).

Sirca n'ayant pas opté pour être assujettie à l'Impôt sur les Sociétés, aucune écriture comptable au titre du CICE n'a été comptabilisée dans ses comptes annuels.

Le CICE a toutefois été pris en compte par les Associés de la Sirca proportionnellement à leurs droits dans la Société, et constaté directement en diminution de leur Impôt sur les Sociétés et non en réduction de leurs charges de personnel.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi déclaré par les Associés (Caisses Régionales et LCL) au titre de l'exercice 2018 s'élève au global à un produit de 1.960.758 euros.

Mentions légales

SIRCA – Société en nom collectif au capital de 7.448 euros

Siège social : 8/10 Boulevard de Vaugirard 75724 Paris Cedex 15. 388 156 499 RCS Paris. N° de TVA : FR 29 388 156 499.

Déclaration N° SAP 388156499.

**GROUPE
CRÉDIT
AGRICOLE**



**SOCIETE D'INDEMNISATIONS REGIONALES DU CREDIT AGRICOLE
SIRCA**

Société en nom collectif
Au capital de 7.448 euros
Siège social : 8/10, boulevard de Vaugirard
75724 Paris Cedex 15

388 156 499 R.C.S. Paris

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE EN DATE DU 18 JUIN 2019**

TROISIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018

L'assemblée générale, statuant conformément aux stipulations de l'article 15 des statuts de la Société, approuvant les propositions de la Gérance, décide d'affecter, conformément à l'article 17 des statuts de la Société, le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'élevant à 44.675 euros au crédit du compte courant de chacun des associés au *prorata* de leur participation.

L'assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, prend acte du fait qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices sociaux.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *
*

Extrait certifié conforme à l'original.



M. Thierry LANGRENEY
Pour PACIFICA
Gérante

**SOCIETE D'INDEMNISATIONS REGIONALES DU CREDIT
AGRICOLE – SIRCA**

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 decembre 2018)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

ERNST & YOUNG Audit
Tour First – TSA 14444
92037 Paris – La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

Anx Associés

SOCIETE D'INDEMNISATIONS REGIONALES DU CREDIT AGRICOLE – SIRCA

8-10, boulevard de Vaugirard
75724 Paris cedex 15

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SIRCA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations d'assurance et de réassurance, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire, conformément à la circulaire de la Fédération Française de l'Assurance du 22 mai 2017.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le gérant.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La Défense, le 24 mai 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Frédéric Trouillard-Mignen

ERNST & YOUNG Audit



Olivier Drion



PACIFICA - DOMMAGES

COMPTES SOCIAUX 2018 EN NORMES FRANCAISES

SIRCA

**SOCIÉTÉ D'INDEMNISATIONS
RÉGIONALES DU CRÉDIT AGRICOLE**



Sommaire

INTRODUCTION : BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

I.ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX	7
II.FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	7
1. ACTIVITE DE LA SOCIETE	7
2. AUTRES FAITS MARQUANTS.....	8
III.INFORMATIONS SUR LE CHOIX DES METHODES UTILISEES	9
1. MODES ET METHODES D'EVALUATION.....	9
2. CHANGEMENT DE METHODE OPERE EN 2018.....	9
3. METHODES D'EVALUATION SUR LES POSTES DE BILAN	9
IV.INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT	10
1. PRODUITS D'EXPLOITATION	10
2. CHARGES D'EXPLOITATION.....	10
3. RESULTAT FINANCIER.....	11
V.INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN.....	12
1. BILAN - ACTIF	12
2. BILAN - PASSIF.....	13
VI.AUTRES INFORMATIONS	16
1. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LE PERSONNEL ET LES DIRIGEANTS.....	16
2. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LE DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION	16
3. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	17
4. INFORMATIONS OPERATIONS ENTREPRISES LIEES	17
5. CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI (CICE).....	18

Bilan 2018 Actif

Exercice clos le 31 décembre 2018

(en euros)

	Brut	Amortissement et provisions	31/12/2018	31/12/2017
ACTIF IMMOBILISÉ				
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles :	10 298 407	9 171 872	1 126 535	1 095 398
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	10 298 407	9 171 872	1 126 535	1 095 398
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :	20 582 738	18 455 299	2 127 439	2 523 341
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	20 582 738	18 455 299	2 127 439	2 523 341
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :	21 291 957	0	21 291 957	22 438 559
Participations	10			
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	22 262 000		22 262 000	22 262 000
Autres titres immobilisés	-1 099 008		-1 099 008	47 786
Prêts				
Autres immobilisations financières	128 955		128 955	128 763
TOTAL I	52 173 102	27 627 171	24 545 931	26 057 298
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	35 143		35 143	
Créances :	4 996 944		4 996 944	2 014 548
Créances clients et comptes rattachés	2 455 332		2 455 332	760 932
Autres créances	2 541 612		2 541 612	1 253 616
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement :	42 795 805		42 795 805	20 508 095
Actions propres				
Autres titres	42 795 805		42 795 805	20 508 095
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 573 739		3 573 739	5 983 951
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF :				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	51 401 631		51 401 631	28 506 595
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	103 574 733	27 627 171	75 947 562	54 563 893



Bilan 2018 Passif

Exercice clos le 31 décembre 2018

(en euros)

	31/12/2018	31/12/2017
CAPITAUX PROPRES :		
Capital	7 448	7 448
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :	22	22
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	22	22
Autres		
Report à Nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	44 675	51 783
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	52 145	59 253
AUTRES FONDS PROPRES :		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL I bis		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :		
Provisions pour Risques		
Provisions pour Charges	5 730 981	5 759 599
TOTAL II	5 730 981	5 759 599
DETTE :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 991 898	14 526
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	18 017 830	8 555 588
Dettes fiscales et sociales	36 841 200	33 852 676
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes diverses	2 313 508	6 322 252
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF :		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	70 164 436	48 745 042
Ecart de conversion Passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	75 947 562	54 563 893

Compte de Résultat 2018 - Débit

Exercice clos le 31 décembre 2018

(en euros)

	31/12/2018	31/12/2017
CHARGES D'EXPLOITATION :		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	28 699 757	26 287 645
Impôts, taxes et versements assimilés	10 958 608	10 159 116
Salaires et traitements	55 214 929	50 083 868
Charges sociales	27 197 344	25 077 732
Dotations aux amortissements sur immobilisations	1 731 997	1 679 288
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions pour risques et charges	202 893	673 549
Autres charges	3	2
TOTAL I	124 005 531	113 961 198
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)		
CHARGES FINANCIÈRES :		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 100 815	1 117 734
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	48 574	34 508
TOTAL III	1 149 389	1 152 242
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	-16 720	0
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL IV	-16 720	0
Participations des salariés aux résultats de l'entreprise (V)	1 247 459	1 384 294
Impôts sur les bénéfices (VI)		
TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV+V+VI)	126 385 659	116 497 734
Solde créditeur = bénéfice	44 675	51 783
TOTAL GENERAL	126 430 334	116 549 517

**SIRCA**SOCIÉTÉ D'INDÉMNITATIONS
RÉGIONALES DU CRÉDIT AGRICOLE**Compte de Résultat 2018- Crédit**

Exercice clos le 31 décembre 2018

(en euros)

	31/12/2018	31/12/2017
PRODUITS D'EXPLOITATION :		
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens et services	124 959 135	113 147 347
Sous-total A - Montant net du chiffre d'affaires	124 959 135	113 147 347
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	231 510	312 644
Autres produits	0	191 856
Sous-total B	231 510	504 500
TOTAL I (A+B)	125 190 645	113 651 847
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)		
PRODUITS FINANCIERS :		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 175 000	1 175 000
Autres intérêts et produits assimilés	46 576	-25 074
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL II	1 221 576	1 149 926
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
Sur opérations de gestion	18 113	0
Sur opérations en capital	0	1 747 744
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL IV	18 113	1 747 744
TOTAL DES PRODUITS (I+II+IV)	126 430 334	116 549 517
Solde débiteur = perte	0	0
TOTAL GENERAL	126 430 334	116 549 517



I. ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

Les comptes annuels de l'exercice sont relatifs à l'exercice 2018, d'une durée de 12 mois, débutant le 1^{er} janvier 2018, et clôturant le 31 décembre 2018.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables définies par le Code du Commerce (article 25 du Décret 83 - 1020 du 29/11/1983).

II. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE

Comme l'an dernier, le nombre de sinistres est nettement orienté à la hausse en 2018. La SIRCA a ainsi ouvert 1.261.597 sinistres, en hausse de 8,9% par rapport à 2017, répartis comme suit :

- Sinistres IARD : 1.011.798 sinistres (80% du total) soit +8,5% vs. 2017
- Sinistres PJ : 232.973 sinistres (18,5% du total) soit +9,6% vs. 2017
- Sinistres AC-MC-FO : 16.826 sinistres (1,3% du total) soit +24,6% vs. 2017

A. SINISTRALITE

La hausse de +8,5% des sinistres IARD et de +24,6% des sinistres récoltes est à relier en partie à une année défavorable sur le plan des événements climatiques.

Ainsi à fin décembre 2018, 72.537 sinistres sont liés à un événement climatique, soit +9% par rapport à fin décembre 2017. L'année 2018 a été caractérisée principalement par des événements de type Inondation-Pluie (47% des sinistres et 47% de la charge nette totale).

- L'évènement **Tempête Eleanor du 02 au 08 janvier 2018** représente **16 155 sinistres**, soit 22% des sinistres de l'ensemble des événements survenus pendant l'année.
- L'évènement **Grêle du 01 au 05 juillet 2018** représente **6 742 sinistres**, soit 9% des sinistres de l'ensemble des événements survenus pendant l'année.
- L'évènement **Inondations-Pluie-Grêle du 09 au 14 juin 2018** représente **7 123 sinistres**, soit 10% des sinistres de l'ensemble des événements survenus pendant l'année.

Pour rappel, 66.531 sinistres liés à des événements climatiques ont été enregistrés en 2017 (avec 42.771 sinistres « Tempêtes » et 7.693 sinistres « grêle »).

Enfin, hors événements tempêtes, le nombre de sinistre 2018 (représentant 94,3% des sinistres totaux) est en hausse de 8,8% par rapport à 2017.



B. RENFORCEMENT DES EFFECTIFS

Pour répondre à l'augmentation des sinistres les effectifs ont continué à être renforcés :

- **En IARD** les ETP moyens progressent de +6,6% soit de manière plus limitée que les sinistres (+8,5%).
- **En PJ**, les recrutements restent cette année encore relativement soutenus avec +24,5 etp moyens en CDI soit une croissance de +9,1% mais qui reste inférieure à celle des sinistres (+9,6%).
- **En récolte**, les ETP moyens augmentent de 15,1% pour faire face au surcroît d'activité (sinistralité en hausse de 24%).

C. SURCHARGE D'ACTIVITE EN UGS

- **En IARD** : L'activité réelle est en décalage par rapport aux prévisions (multiples événements climatiques + déformation de la fréquence + activité commerciale record). Ceci a entraîné la mise en œuvre de dispositifs spécifiques :
 - a. Test brassage des flux IARD pendant 2 mois (février-mars)
 - b. Primes Surcharge pour les collaborateurs IARD
 - c. Mise en place d'une « Summer Team » de 30 intérimaires sur 2 mois
 - d. Recrutement de 30 collaborateurs en septembre pour se remettre à niveau (adéquation activité/collaborateurs)
- **En PJ** : Activité réelle également en décalage avec les prévisions (dérive de la fréquence + activité commerciale soutenue) qui a nécessité un rattrapage d'effectif en cours d'année (avril-mai)

2. AUTRES FAITS MARQUANTS

CICE : compte tenu du principe de transparence fiscale des SNC, le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) bénéficie directement aux associés (banques partenaires). Il s'est élevé en 2018 à 1,96 m€ (2,1 m€ en 2017 - baisse du taux passant de 7% à 6% en 2018).

Transfert de 5 postes de la Logistique de Pacifica vers Sirca au 01/01/2018 entraînant une baisse de la refacturation des salariés Pacifica à Sirca.

Commission de Gestion facturée à Pacifica : suppression en 2018 de la part des appels polluants reçus en UGS concernant les contrats (-0,4 m€). La facturation annuelle s'établit donc désormais à près 1 m€ comprenant la refacturation des appels polluants autres et des déplacements des AT.



III. INFORMATIONS SUR LE CHOIX DES METHODES UTILISEES

1. MODES ET METHODES D'EVALUATION

Les modes et méthodes d'évaluations appliquées aux divers postes du bilan, du compte de résultat et de l'annexe, sont ceux définis dans le plan comptable général.

2. CHANGEMENT DE METHODE OPERE EN 2018

Aucun changement de méthode comptable n'est à signaler sur l'exercice 2018.

3. METHODES D'EVALUATION SUR LES POSTES DE BILAN

L'ensemble des chiffres monétaires est exprimé en milliers d'euros sauf mention explicite.

A. CALCUL DES AMORTISSEMENTS

Les amortissements des diverses immobilisations de la société sont calculés de façon linéaire, en fonction de la durée de vie du bien.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

· Progiciels site central	: 5 ans
· Frais d'établissement	: 5 ans
· Mobilier et matériel	: 10 ans
· Agencements et installations	: 3 ans
· Matériel informatique	: 3 ans
· Logiciel micro-informatique	: 3 ans

A noter qu'à compter des acquisitions effectuées depuis 2016, le mobilier et le matériel de bureau est amorti linéairement sur une durée de 10 ans, contre 5 ans précédemment.

B. PROVISION POUR DEPRECIATION

En cas de perte probable sur un bien immobilisé ou sur une créance certaine, la société constitue une provision pour dépréciation d'actif.



C. EVALUATION DES AUTRES ACTIFS

Les autres actifs représentés par des créances sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. La société procède lors de l'inventaire à une estimation des produits à recevoir de façon certaine. Les titres obligataires et les SICAV monétaires sont inscrits à leur prix d'achat à la date d'acquisition.

IV. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation sont composés :

- du chiffre d'affaires net : celui-ci s'élève à 125 millions d'euros contre 113 millions d'euros en 2017, en augmentation de 10,6% ;
- des reprises sur provisions et amortissements : pour 0,2m€ en 2018.

2. CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation en 2018 ont augmenté de 8,81 % par rapport à 2017, passant de 113,9 millions d'euros à 124 millions d'euros.

L'évolution globale des charges d'exploitation suit la croissance du chiffre d'affaires de Pacifica.

- La hausse du poste « Salaires et Traitements » et « Charges salariales » en 2018 (+10%) s'explique, outre par l'effet des NAO et du parcours de montée en compétence, par la croissance des effectifs en 2018 visant à faire face à la forte hausse d'activité en IARD, en Protection Juridique et en Récoltes, à laquelle s'ajoute la complexité croissante des dossiers .
- La progression du poste impôts et taxes (+8%) s'explique par une augmentation générale du montant des taxes liées au personnel (taxe d'apprentissage et taxe formation professionnelle).
- Les dotations aux amortissements et provisions (hors provisions pour risques et charges) sont en augmentation de 3% par rapport à 2017. Cette augmentation est due essentiellement aux travaux de déménagement de Rennes PJ.
- Les dotations aux provisions pour risques et charges sont en baisse de 70 %.



Les différentes composantes de ces charges et les variations entre 2017 et 2018 sont décrites ci-dessous :

En milliers d'euros	2018	2017	%
Autres Achats et Charges Externes	28 700	26 288	9%
Loyers et Charges Locatives	8 265	6 924	
Frais postaux et de communication	2 743	2 635	
Autres Dépenses	17 691	16 728	
Impôts et Taxes	10 959	10 159	8%
Taxes sur les Salaires	6 189	5 786	
Taxes Professionnelles	1 700	1 491	
Taxes diverses	3 070	2 882	
Salaires et Traitements	55 215	50 084	10%
Masse Salariale	46 482	43 045	
Provision Congés Payés et RTT	236	402	
Intéressement	6 347	5 749	
Autres Dépenses	2 150	888	
Charges Salariales	27 197	25 078	8%
Dotations aux Amortissements et Provisions	1 732	1 679	3%
Amortissements Actifs Corporels	1 188	1 131	
Amortissements Actifs Incorporels	544	549	
Dotations aux Provisions pour risques et charges	203	674	-70%
Autres charges	0	0	
Total des charges d'exploitation	124 006	113 961	9%

3. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est de 0,07 millions d'euros en 2018 contre un résultat négatif en 2017.



V.INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN

1. BILAN - ACTIF

A. MOUVEMENTS SUR ACTIFS CORPORELS, INCORPORELS ET FINANCIERS

1. Actifs corporels et incorporels

<i>(En milliers euros)</i>	31/12/2017	Augmentation 2018	Diminution 2018	31/12/2018
Immobilisations Brutes				
Incorporelles	9 724	575	0	10 298
Corporelles	19 790	792	0	20 583
TOTAL	29 514	1 367	0	30 881
Amortissements				
Incorporels	8 628	544	0	9 172
Corporels	17 267	1 188	0	18 455
TOTAL	25 895	1 732	0	27 627
Immobilisations Nettes				
Incorporelles	1 095	31	0	1 127
Corporelles	2 523	-396	0	2 127
TOTAL	3 619	-365	0	3 254

2. Actifs financiers

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2017	Augmentation 2018	Diminution 2018	31/12/2018
Sicav monétaires	20 508	111 626	89 338	42 796
Titres subordonnés	22 262	0	0	22 262
Dépôts et cautionnements	129	0	0	129



B. ACTIFS CIRCULANTS

L'actif circulant est constitué des éléments ci-dessous :

Etat des creances

(en milliers euros)

	2018			2017
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant Brut
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	2 455	2 455		761
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	152	152		85
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	2 390	2 390		1 169
Charges constatées d'avance				
TOTAL	4 997	4 997		2 015

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

2. BILAN - PASSIF

A. CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2018, le capital de la société de 7.448 euros, est détenu par les 39 Caisses Régionales du Crédit Agricole, par BANQUE CHALUS, par LCL, par CREDIT AGRICOLE IMMOBILIER SERVICES et par PACIFICA en tant que gérant. Ce capital de 7.448 euros est divisé en 49 parts dont la valeur nominale est de 152€.

Avant affectation du résultat de 44.674,50 euros, les capitaux propres au 31 décembre 2018 ressortent à 52.144,50 euros.

(En euros)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Capital	7 448	-	-	7 448
Réserves	22	-	-	22
Benefice de l'exercice	51 783	44 675	51 783	44 675
Total	59 253	44 675	51 783	52 145

Nous rappelons que les résultats de la Société sont portés au compte courant des associés après décision de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice.



B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'euros)	Montant brut au début de l'exercice 2018	Augmentations: Dotations de l'exercice 2018	Diminutions: Reprises de l'exercice 2018	Montant à la fin de l'exercice 2018
Provisions pour risques et charges				
Provisions indemnités de départ en retraite	0	0	0	0
Provisions médaille du travail	3 324	0	175	3 149
Provisions congés anniversaire	1 986	162	0	2 148
Provisions pour litiges	449	41	56	434
Total	5 760	203	232	5 731

Provisions pour indemnité de fin de carrière

Le calcul des indemnités de fin de carrière est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu :

(salaire Brut des 12 derniers mois / 12) x 20% par année d'ancienneté, plafonné à 6 mois de salaire mensuel.

Le salaire brut est revalorisé à l'âge de la retraite.

Cette provision tient également compte d'un taux de mortalité, de la probabilité de présence du salarié dans l'entreprise lors du départ à la retraite, ainsi que du taux d'actualisation Iboxx Euro Corporate AA, fonction de la durée moyenne de l'engagement.

Provision pour médaille du travail

Le calcul de la provision est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu :

Au salaire brut mensuel à la date d'inventaire sont appliqués le taux de prime de la médaille X par le taux de progression des salaires vu à la date d'attribution de la médaille X par l'espérance de vie jusqu'à l'âge de la médaille X par la probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge d'attribution.

Dates d'attribution des médailles : 20 ans, 30 ans, 35 et 40 ans d'ancienneté professionnelle.

Le taux d'actualisation applicable est Iboxx Euro Corporate AA Iboxx Euro Corporate AA en fonction de la durée moyenne de l'engagement.

Provisions pour congés anniversaires

Le calcul de la provision est effectué sur l'ensemble des salariés, par individu :

Au salaire mensuel à la date d'inventaire est appliqué le rapport (nombre de jours de congés anniversaire divisé par le nombre de jours ouvrés du mois) X par le taux de progression des salaires vu à la date d'attribution des jours de congés anniversaire X par l'espérance de vie jusqu'à la date d'attribution des jours de congés X par la probabilité de présence dans l'entreprise au moment de l'attribution de ces jours de congés.

Dates d'acquisition des congés : 10 ans, 20 ans, et 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise donnent droit respectivement à 5, 10 et 15 jours de congés.



Provisions pour litiges

La provision comptabilisée à fin 2018 concerne cinq contentieux en cours, relatifs à des litiges avec d'anciens salariés de la Société.

C. DETTES

Les dettes sont constituées des éléments ci-dessous :

Etat des dettes

(en milliers euros)	2018			2017
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant Brut
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit: (1)				
- à un an maximum à l'origine	12 992	12 992		15
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunt et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	18 018	18 018		8 556
Personnel et comptes rattachés	21 292	21 292		19 695
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10 245	10 245		9 440
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	5 304	5 304		4 718
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	2 314	2 314		6 322
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	70 164	70 164		48 745

(1) emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés

• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Ce poste a fortement augmenté entre décembre 2017 et décembre 2018, passant de 0,01M€ à 12,9M€. Il s'agit du compte bancaire lié aux activités du pôle CSP (gestion des fournisseurs SIRCA). En 2017 ce compte n'existait pas.

• Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Ce poste a fortement augmenté par rapport à décembre 2017 (+110%). Cette rubrique est essentiellement constituée du poste « Fournisseurs Factures non Parvenues » pour un montant de 17,3M€, constaté au 31 décembre sur la base du budget annuel.

Il faut également souligner que le poste « Fournisseurs » a lui aussi fortement progressé passant de 0,02M€ en 2017 à 0,7M€ en 2018.

Les raisons de ces évolutions s'expliquent par la mise en place début 2018 d'un nouveau process d'externalisation du traitement des factures fournisseurs vers un CSP (centre de Service Partagé). Cette nouvelle organisation a engendrée du retard dans le traitement des factures fournisseurs d'où une progression du montant des engagements en fin d'année.



D. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Crédit agricole SA s'est porté caution sur les baux commerciaux suivants :

- IMEFA 113 (UGS de Rouen)	66 549 €
- UNIDELTA (UGS de Lyon)	40 055 €
- SCI ZENITH TRIDENT (UGS de Clermont Ferrand)	50 025 €
- STE OCDL (UGS de Rennes)	45 118 €
- STE PARCOVAL 2 SAS (UGS de Montpellier)	69 757 €
- SCI PACIFIQUE (UGS d'Orléans)	37 996 €
- TAMAR OFFICE (UGS Poitiers)	70 062 €
- ADIM EST (UGS de Metz)	97 208 €
- SECURINOT (UGS d'Aix IARD)	49 514 €
- SCPI ALLIANZ PIERRE (UGS de Strasbourg)	76 557 €
- FRUCTIREGIONS (UGS de Bordeaux PJ)	79 961 €
- NORIM (UGS Bois Guillaume)	70 823 €
- SCI LES ROSATI (UGS Arras)	25 278 €

VI. AUTRES INFORMATIONS

1. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LE PERSONNEL ET LES DIRIGEANTS

Effectif moyen (y compris contrat à durée déterminée)	2018	2017	2016
Direction	0	0	0
Cadres	390	372	348
Non cadres	1.010	955	911
Total du personnel	1.400	1.327	1.259

2. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LE DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Depuis 2015, les comptes du droit individuel à la formation ont été transférés sur les comptes personnels de formation, désormais géré par la Caisse des Dépôts et Consignations. La société n'est donc plus détentrice de ces informations.



3. INFORMATIONS SPECIFIQUES SUR LES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'audit légal des comptes 2018 s'élèvent à 16.375,2 euros TTC. Ceux-ci n'ont toutefois pas été facturés à la Société en 2018.

Seul a été facturé en 2018 le solde des honoraires au titre des travaux relatifs à l'audit légal des comptes 2017, pour un montant de 16.213,46 euros TTC.

4. INFORMATIONS OPERATIONS ENTREPRISES LIEES

(en milliers d'euros)	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan
TOTAL ACTIF	2018			2017		
Placements et immobilisations (Valeur Nette)	21 163	-	67 342	22 310	-	46 565
Participations	0		0	0		0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	22 262		22 262	22 262		22 262
Autres titres immobilisés	-1 099		-1 099	48		48
Autres titres			42 796			20 508
Autres immobilisations corporelles			2 127			2 523
Autres immobilisations financières			129			129
Autres immobilisations incorporelles			1 127			1 095
Autres Actifs	4 653	-	8 606	5 984	-	7 998
Avances et acomptes versés sur commande			35			
Créances clients et comptes rattachés			2 455			761
Autres créances	1 079		2 390			1 169
Personnel et comptes rattachés			152			85
Disponibilités	3 574		3 574	5 984		5 984
TOTAL	25 816	-	75 948	28 294	-	54 564

(en milliers d'euros)	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan	Entreprises liées	Lien de participation	Bilan
TOTAL PASSIF	2018			2017		
Capital			7			7
Réserves réglementées			0			0
résultat			45			52
Provisions pour Charges			5 731			5 760
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 992		12 992	15		15
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	7 355		18 018			8 556
Dettes fiscales et sociales			36 841			33 853
Autres dettes diverses	886		2 314	1 593		6 322
TOTAL	21 233	-	75 948	1 608	-	54 564



5. CREDIT D'IMPOT COMPETITIVITE EMPLOI (CICE)

La 3ème loi de finances rectificative 2012 (n°2012-1510 du 29/12/2012) a instauré un crédit d'impôt, ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Le CICE s'applique à toute entreprise employant des salariés, imposée à l'IS ou à l'IR d'après son bénéfice réel, quel que soit son mode d'exploitation et son secteur d'activité.

Le CICE porte sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés par l'employeur au cours d'une année civile n'excédant pas 2,5 fois le SMIC calculés sur la base de la durée légale du travail, augmentée le cas échéant des heures supplémentaires.

Pour les salariés non employés à temps plein, le montant du SMIC est corrigé en proportion de la durée de travail prévue au contrat. Les rémunérations prises en compte dans l'assiette du CICE sont celles qui servent de base au calcul des cotisations patronales de Sécurité Sociale.

Le taux applicable est de 6 % pour les rémunérations versées en 2018.

Les sociétés de personnes qui ont versé des rémunérations ouvrant droit au CICE ne peuvent utiliser directement ce crédit d'impôt lorsqu'elles n'ont pas opté pour leur assujettissement à l'Impôt sur les Sociétés (CGI, art. 244 quater C-IV).

Sirca n'ayant pas opté pour être assujettie à l'Impôt sur les Sociétés, aucune écriture comptable au titre du CICE n'a été comptabilisée dans ses comptes annuels.

Le CICE a toutefois été pris en compte par les Associés de la Sirca proportionnellement à leurs droits dans la Société, et constaté directement en diminution de leur Impôt sur les Sociétés et non en réduction de leurs charges de personnel.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi déclaré par les Associés (Caisses Régionales et LCL) au titre de l'exercice 2018 s'élève au global à un produit de 1.960.758 euros.

Mentions légales

SIRCA – Société en nom collectif au capital de 7.448 euros

Siège social : 8/10 Boulevard de Vaugirard 75724 Paris Cedex 15. 388 156 499 RCS Paris. N° de TVA : FR 29 388 156 499.

Déclaration N° SAP 388156499.

**GROUPE
CRÉDIT
AGRICOLE**



